**Comment élaborer une dissertation ?**

1. **Lire attentivement le sujet :** la compréhension du libellé vous permettra de délimiter le sujet.
2. **Mobiliser les connaissances** : apporter les informations nécessaires pour traiter le sujet.
3. **Déterminer le plan définitif du sujet** : une dissertation en économie peut être traitée en deux voire en trois partie selon l’exigence de la question. Le sujet doit comporter :

* **Une introduction qui se compose**:
* *D’une accroche* : qui comporte une phrase qui met le sujet dans son cadre général et une définition des mots clés.
* *D’une problématique* : poser la question à laquelle vous allez répondre.
* *D’une énonciation du plan* : énoncer les deux parties du sujet.
* **Un développement** : développer les deux parties du sujet, en débutant par des introductions partielles et en achevant par des conclusions partielles.
* **Une conclusion** : qui comporte deux parties :
* *Une synthèse* : il s’agit de répondre à la problématique ou une synthèse de ce qui a été présenté dans le développement.
* *Une ouverture* : il s’agit d’envisager des prolongements du sujet.

**Tableau 1 : Structure de la dissertation d'économie**

|  |  |
| --- | --- |
| **Introduction** | * Contexte général * Définitions des termes clés * Problématique * Annonce du plan |
| **Développement** | Première partie   * Introduction partielle * 1ère idée * 2ème idée * 3ème idée   ………….   * Conclusion partielle |
| Deuxième partie   * Introduction partielle * 1ère idée * 2ème idée * 3ème idée   ………….   * Conclusion partielle |
| **Conclusion** | * Synthèse * Question d’ouverture |

**Comment identifier la nature d’une question ?**

1. **Questions de type « analyser, étudier un phénomène ou simplement un aspect de ce phénomène »**

Il convient d’abord de définir le phénomène, le caractériser, donner des exemples et fournir éventuellement des informations statistiques. Ensuite, il convient de déterminer ses causes et enfin de s’interroger sur effets. Le plan adopté est de trois partie et peut être le suivant :

* Le constat (définition, évolution du phénomène, caractéristiques)
* Les causes
* Les conséquences

1. **Questions de type « discussion »**

Exemples : dans quelles mesure… ?, est-il possible de… ? peut-on dire que… ? peut-on affirmer que… ?, … permet-il de…. ?est-il toujours vrai que… ?, etc.

Il s’agit d’examiner la question d’abord en définissant le phénomène, en le caractérisant puis en recherchant des arguments contradictoires (oui, non ; favorable, défavorable) ou nuancés (oui, mais ; dans certains cas oui, dans d’autres cas non).

Le plan adopté peut être le suivant :

* Oui (en principe), mais (limites)
* Thèse-antithèse-synthèse
* Non (en principe), mais(exception)

1. **Questions de type « interdépendance »**

Exemples : Quels liens existent-ils entre deux phénomènes ; Quelles relations … ? il faut, dans ce cas s’interroger sur la double relation qui existe entre deux ou plusieurs concepts.

Le plan adopté peut être le suivant :Action du premier phénomène sur le second - Action du second phénomène sur le premier

1. **Questions de type « comparaison »**

Comparer deux phénomènes, c’est faire apparaitre, selon deux ou plusieurs aspects, leurs similitudes et leurs différences. Il ne s’agit donc pas de traiter chacun des phénomènes à part.

Le plan adopté est le suivant : Ressemblances-Différences ; Comparaison du point de vue A-Comparaison du point de vue B

1. **Questions de type « distinction »**

Distinguer c’est ne faire apparaitre que les différences. A l’instar des questions de type comparaison, il convient de ne pas traiter chacun des phénomènes à part mais de rechercher quelques critères permettant de dégager les différences entre eux.

1. **Questions de type après avoir…………….., vous »**

Ce type d’énoncé impose l’adoption du plan suggéré par la question.

1. **Questions de types « montrez que » ou « démontrez que »**

Dans ce cas, il ne vous est pas demandé de faire une analyse du sujet mais il convient de retrouver les mécanismes énoncés dans la question et développer une argumentation.

**Tableau 1 : Mots de liaison**

|  |  |
| --- | --- |
| Objectif recherché | Utilisation du mot de liaison |
| Classer les éléments | Pour le premier élément : D’abord. En premier lieu. D’une part.  Pour les éléments qui suivent : En second lieu. En outre. De plus. Par ailleurs. Ensuite. D’autre part. Enfin |
| Exprimer une restriction | Cependant. Mais. Néanmoins. Pourtant. Toutefois. Bien que. |
| Pour rectifier | En fait. En réalité. En vérité |
| Pour exprimer une alternative | Soit…..soit. Ou bien……ou bien. Tantôt….tantôt. |
| Pour exprimer des liens de causalité | Car. Parce que. En raison de. En effet. C’est pourquoi. Puisque. Grâce à (pour valoriser). Faute de. A cause de (pour dévaloriser). Sous l’effet de. |
| Pour exprimer une conséquence | Ainsi. D’où. Par conséquent. En conséquence. Par suite. De ce fait. C’est pourquoi. Si bien que. D’où. De sorte que. De manière à ce que. Il s’ensuit. |
| Pour mettre en parallèle | Également. De même. Ainsi que. Surtout. Mais encore. |
| Pour conclure | Enfin. En dernier lieu. En conclusion. En définitive. Finalement |
| Pour prolonger | Voire. Et même. Tout au moins. |

**Sujet 1**

**Enoncé : comment l’économie circulaire et l’économie sociale et solidaire sont-elles compatibles avec le développement durable ?**

**Introduction**

* **Accroche :** définition du développement durable, de l’économie circulaireet de l’économie sociale et solidaire.

Le développement est un processus de longue période qui a pour objectif de répondre le plus efficacement aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre à leurs propres besoins. Réaliser le développement durable exige un changement du modèle de développement actuel axé sur la seule création de richesses.

L’économie circulaire qui désigne un modèle économique d’échange et de production qui vise à augmenter l’efficacité de l’utilisation des ressources et à diminuer l’impact sur l’environnement est compatible avec le développement durable. De même pour l’ESS qui est constituée par un ensemble d’entreprises organisées sous formes de coopératives, de mutuelles et d’associations dont les activités fondées sur un principe de solidarité et d’utilité.

* **Problématique :** comment l’économie circulaire et l’économie sociale et solidaire sont-elles compatibles avec le développement durable ?
* **Annonce du plan :**  Dans une première partie il s’agit d’expliquer comment l’économie circulaire est compatible avec le développement durable ? Dans une deuxième partie il s’agit d’expliquer comment l’économie sociale et solidaire est compatible avec le développement durable ?

**Développement**

Partie I :

*Introduction partielle :* L’économie circulaire est modèle économique dont les activités permettent de répondre aux enjeux du développement durable.

* L’économie circulaire qui est axée sur le recyclage des déchets permet de réduire les déchets et le gaspillage des ressources.
* L’économie circulaire permet de réduire l’impact de nos modes de consommations et de production sur l’environnement
* L’économie circulaire permet d’améliorer le bien-être de la population par la création d’emplois et la distribution des revenus.

*Conclusion partielle :* l’économie circulaire contribue ainsi au développement durale grâce à la réduction d’impact sur l’environnement et à l’amélioration du bien-être de population.

**Partie II :**

*Introduction partielle :* l’économie sociale et solidaire par ses activités contribue au développement durable

* L’économie sociale et solidaire permet de lutter contre la pauvreté et l’exclusion sociale et économique des catégories défavorisées suite à la création d’emplois et la distribution de revenus.
* L’économie sociale et solidaire cherchent à améliorer la qualité de vie quotidienne des personnes et mettent en avant les considérations humaines et sociales.
* L’économie sociale et solidaire cherche à développer des projets citoyens dans des activités telles que : enfance, vieillesse, culturelle, éducation, santé, environnement, agricole, qui sont compatibles avec la protection de l’environnement et de la biodiversité.

*Conclusion partielle :* ainsi, l’ESS par ses activités répond aux exigences du développement durable.

**Conclusion**

L’économie circulaire qui est axée sur le recyclage de déchets et l’ESS axée sur la solidarité sociale sont deux modèles économiques qui répondent aux enjeux du développement durable. Comment le modèle économique actuelle menace-t-il le développement durable.

**Sujet 2**

**Enoncé :** Les pays du Maghreb vivent, depuis le début de l’année 2022 une hausse rapide de l’inflation.

A votre avis, quelles sont les conséquences majeures de cette hausse vertigineuse de l’inflation sur l’économie des pays du Maghreb et quel rôle doit jouer les Banques Centrales de ces pays dans ce domaine ?

**Introduction**

* **Accroche :**

**Cadre général :** Depuis 2022, les guerres en Ukraine et à Gaza ont eu plusieurs conséquences majeures sur l’économie mondiale. Ces conflits ont flambé les prix de l’énergie et de certaines matières premières et ont conduit àl’inflation. L’inflation a impacté sévèrement les pays en développement notamment les pays du Maghreb. **Définition des mots clés :** l’inflation désigne un accroissement durable et généralisé des prix.

* **Problématique :** Quelles sont les conséquences majeures de cette hausse vertigineuse de l’inflation sur l’économie des pays du Maghreb et quel rôle doit jouer les Banques Centrales de ces pays dans ce domaine ?
* **Annonce du plan :** partie1 : les conséquences économiques de l’inflation sur les pays du Magreb

**Partie 2 :** le rôle que doit jouer les banques centrales pour maîtriser l’inflation

**Exemple d’introduction**

En 2022, et après la crise sanitaire COVID-19, l’économie mondiale s’est de nouveau trouvée confrontée à d’importants défis, dont l’escalade des tensions géopolitiques suscitée par la guerre en Ukraine. La flambée des prix internationaux des produits de base notamment les céréales et l’énergie ont propulsé l’inflation à des niveaux jamais atteints depuis quatre décennies, soit en moyenne 8,7% en 2022 contre 4,7% en 2021. Ce phénomène qui désigne un accroissement durable et généralisé des prix s’est exacerbées dans les pays du Maghreb. Les Etats de ces pays doivent intervenir essentiellement à travers les banques centrales pour maîtriser l’inflation. Alors, quelles sont les conséquences majeures de cette hausse vertigineuse de l’inflation sur l’économie des pays du Maghreb et quel rôle doivent jouer les Banques Centrales ? Ce sujet sera traité en deux parties. Dans la première partie, on va présenter les effets de l’inflation sur les économies du pays du Magreb. Dans une deuxième partie, on va expliquer les mesures que peuvent prendre les banques centrales pour maîtriser l’inflation.

**Développement**

Partie I :

*Introduction partielle :* L’inflation a engendré des effets néfastes sur les économies des pays du Magreb.

* En effet, l’inflation diminue le pouvoir d’achat des ménages essentiellement les familles les plus pauvres, ce qui a réduit la demande des biens et services et a ralenti l’activité économique dans ces pays.
* De même la hausse des prix se traduit par l’augmentation des dépenses pour un même niveau de consommation. Il en résulte une baisse de l’épargne ce qui constitue un frein à la croissance et à l’emploi.
* En outre l’inflation accroit les charges des entreprises (matières premières, salaires…) et détériore la compétitivité des produits domestiques à l’extérieur ce qui ralentit l’exportation accroit les importation dans la mesure où certains produits étrangers deviennent moins chers que les produits nationaux. Ceci pénalise le commerce extérieur.
* Par ailleurs, une situation économique caractérisée par l’inflation crée un climat d’incertitude et des tensions sociales non propices à l’investissement.

*Conclusion partielle :* L’inflation menace les économies des pays du Magreb.

**Partie II** : rôle des banques centrales pour maîtriser l’inflation

*Introduction partielle :* L*es* banques centrales jouent un rôle déterminant dans la lutte contre l’inflation.

* Les banques centrales peuvent avoir recours à la hausse du taux d’intérêt directeur. Ainsi le coût de l’emprunt devient plus élevé ce qui peut ralentir la demande de crédit à la consommation et à la production ce qui peut réduire l’inflation. A l’inverse des taux d’intérêt plus bas peuvent stimuler l’activité économique. En Tunisie, la Banque Centrale a augmenté le taux d’intérêt directeur de 175 points passante de 6,25 en 2022 à 8,00 en 2023.
* Les banques centrales peuvent pratiquer une politique monétaire qui consiste en le contrôle de l’offre de monnaie dans l’économie ce qui peut réduire l’inflation. Elles peuvent ajuster les taux d’intérêt des réserves bancaires obligatoires pour mieux gérer la masse monétaire en circulation.
* Les banques centrales peuvent intervenir via des opérations d’Open Market. Par la vente des titres gouvernementaux sur le marché ouvert permet de retirer de la monnaie du système économique ce qui peut aider à contenir l’inflation.
* Les banques centrales peuvent jouer un rôle dans la supervision des institutions financières. Une supervision efficace contribue à la stabilité du système financier qui peut affecter indirectement la stabilité des prix.

*Conclusion partielle :* Les banques centrales peuvent prendre plusieurs mesures pour gérer l’inflation

**Conclusion**

***Synthèse :*** L’inflation a eu des effets néfastes sur l’économie et le bien être des individus dans les pays du Magreb. Elle a été la cause du ralentissement de la croissance économique dans ces pays et de la détérioration du bien-être de leurs populations. Plusieurs mesures peuvent être mises en place par les banques centrales et qui visent à maintenir l’inflation à un niveau stable et prévisible.

***Ouverture*** On peut se demander à ce niveau si l’inflation n’a que des effets négatifs sur les économies.

**Sujet 3**

**Enoncé : Dans quelle mesure l’endettement peut-il être considéré comme un frein à la croissance économique des pays du Maghreb ?**

1. **Lecture et la compréhension du sujet**

Dans quelle mesure est une question nuancée la réponse à cette question se fait en deux parties

* L’endettement peut freiner la croissance économique des pays (oui)
* L’endettement peut favorise la croissance économique des pays (non)

1. **La détermination du cadre spatio-temporel**

Le sujet se focalise sur les pays du Maghreb dont l’endettement s’est accru ces dernières années

1. **Mobilisation des connaissances**

* **Plan définitif** 
  + **Introduction** 
    - **Accroche :** 
      * **Cadre général :** récession économique vécue par les pays du Maghreb à cause de la pandémie COVID-19 qui a pesé lourdement sur les budgets des Etats et a aggravé leurs déficits budgétaires.
      * **Cadre spécifique :**définition des mots clés
        + **Croissance économique :** c’est l’amélioration des performances économiques. Elle est mesurée par la variation de la production des biens et services sur une période donnée.
        + **Endettement :** désigne le fait de contacter une ou plusieurs dettes. C’est le recours aux emprunts.La dette publique correspond à l'ensemble des engagements financiers pris sous formed'emprunts par l'État et les collectivités publiques.
* **Problématiques :** Dans quelle mesure l’endettement peut-il être considéré comme un frein à la croissance économique des pays du Maghreb ?
* **Annonce du plan :**
  + - Partie 1 : l’endettement constitue un frein à la croissance économique
    - Partie 2 : l’endettement peut favoriser la croissance économique

**Exemple d’introduction**

Les pays du Maghreb ont accusé une récession économique ces dernières années à cause de la pandémie COVID-19 qui a pesé lourdement sur les budgets des Etats et a aggravé leurs déficits budgétaires. Ces pays, incapables de faire face à des dépenses grandissantes ont trouvé dans l’endettement extérieur une solution rapide pour assurer la continuité du fonctionnement de leurs services publics et financer de investissements nécessaires à la reprise économique. Cette dernière désigne l’accroissement durable des performances économiques. Dans quelle mesure l’endettement peut-il être considéré comme un frein à la croissance économique des pays du Maghreb ? ce sujet sera traité en deux parties. Dans la première partieon va expliquer comment l’endettement excessif peut freiner à la croissance économique de ces pays. Dans la deuxième partie, on va montrer commentun endettement bien géré peut être favorable croissance économique.

**Développement**

**Partie 1** : l’endettement constitue un frein à la croissance économique

**Introduction partielle**: Depuis 2021, le taux d’endettement public (en % de PIB) en Tunisie et au Maroc est en hausse continue. En Tunisie, ce taux est passé de 79,83% en 2021, à 79,86 % en 2002. Il a atteint 79,88% en 2023. Au Maroc, le recours à l’endettement est massif. Son taux est passé de 69,5% en 2021 à 71,6% en 2022. Il s’est élevé à 83% en 2023. Ainsi, des niveaux d’endettement importants peuvent entraver la croissance économique.

* D’abord, un pays qui a recours massivement aux dettes doit consacrer une part importante de son budget pour rembourser les intérêts de la dette et le principal. Cela peut réduire les fonds disponibles pour des investissements productifs et créateurs de l’emploi et de richesse.
* Ensuite un niveau élevé de l’endettement peut créer un climat d’incertitude dans ces pays ce qui contribue au ralentissement de la croissance économique.
* En outre, la hausse de l’endettement peut amener l’Etat à augmenter les taux d’impositions afin de collecter plus de fonds pour compenser la baisse du budget due à l’endettement. Ceci peut décourager les investissements et ralentir la croissance économique.
* Par ailleurs, un endettement élevé limite la capacité du pays à mener une politique budgétaire stimulante ou à répondre à des crises économiques. Il peut aussi restreindre la capacité du pays à investir dans l’infrastructure de base où dans des programmes sociaux stimulants la croissance économique.
* Enfin, l’Etat peut recourir à une politique d’austérité budgétaire dans l’objectif de réduire ses dépenses. Ceci peut pénaliser les investissements dans l’infrastructure de base et le capital humain qui sont deux facteurs essentiels pour un climat des affaires favorables à l’investissement et à la croissance économique.

**Conclusion partielle :** un endettement massif et mal géré constitue une menace à la croissance économique.

**Partie 2** : l’endettement peut favoriser la croissance économique

**Introduction partielle** : l’endettement ne constitue pas toujours un frein à la croissance. S’il est modéré et bien géré il peut favoriser la croissance économique.

* D’une part si l’endettement est utilisé pour financer les investissements productifs comme les infrastructures de base, l’éducation, la recherche et développement, il peut stimuler la croissance à long terme. Ces investissements peuvent augmenter la productivité, améliorer la compétitivité et créer des opportunités d’emploi, contribuant ainsi à la croissance.
* D’autre part, certains types de dépenses financées par la dette peuvent avoir des effets multiplicateurs sur l’économie notamment les investissements dans l’infrastructure de base. Ces derniers génère des emplois, stimule la demande attirent les investissements privés et favorisent ainsi la croissance.
* En outre, une bonne gestion de la dette par les gouvernements accompagnée de politique monétaire accommodante peut maintenir des taux d’intérêts bas facilitant le financement de la dette stimulant les investissements favorisant ainsi la croissance.
* Par ailleurs, il est primordial que la dette reste soutenable c'est-à-dire que les pays emprunteurs doivent être en mesure de rembourser la dette sans causer des difficultés financières ou économiques majeures.

**Conclusion partielle :** L’endettement peut stimuler la croissance économique lorsqu’il est utilisé de manière judicieuse pour les investissements productifs.

**Conclusion générale** :

**Synthèse**: l’endettement n’est pas intrinsèquement un frein à la croissance. Lorsque la dette est bien gérée, transparente et utilisée dans un cadre d’une politique de croissance crédible, la dette peut être un levier.

**Ouverture**: Comment les Etats peuvent-il assurer la soutenabilité de la dette publique ?